

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Spécial dossier

N° 276 du 22.10

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>.

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

1 La puissance des Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 La fin des souverainetés et des libertés en Europe ?

1-2 Stefan Durand : Fascisme, islam et grossiers amalgames.

3 Dossier

3-1 Point de vue de Neta Golan et de Mohammed Khatib : La prochaine « offre généreuse » mise à nu.

3-2 Point de vue de Ian Black : La "mission impossible" de Blair au Moyen-Orient : Une lune de miel tournant à la lune de fiel.

3-3 Point de vue de Françoise Feugas : Gaza sous écrou.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 Dalia Karpel « On tire comme des dingues ».

4-2 Mayan Al-Helou : Un Palestinien privé de carte d'identité a tenté de s'immoler par le feu au cours d'une manifestation.

4-3 Jamal Zahalka : "Déclaration d'indépendance" de l'Etat d'Israël : ["Ne signez pas !"](#)

1 La puissance des Médias et Manipulation de l'opinion /Vidéos

1-1 La fin des souverainetés et des libertés en Europe ?

"Les lois « antiterroristes » imposées par les États-Unis ont servi à jeter les bases sur lesquelles se construit un nouvel ordre de droit, observe le sociologue belge Jean-Claude Paye. Elles s'appliquent désormais dans tous les États européens.

Tout citoyen européen ordinaire peut, aujourd'hui, être surveillé dans son propre pays par des services secrets étrangers, être désigné comme un « ennemi combattant », être remis aux tortionnaires de la CIA et être jugé par des commissions militaires états-uniennes".

Bonne lecture

m-a: Lire l'Interview du sociologue belge Jean-Claude Paye par Silvia Cattori pour le Réseau Voltaire

Voir : <http://www.voltairenet.org/article151318.html>

Wednesday, October 17, 2007 7:54 PM

1-2 Stefan Durand : Fascisme, islam et grossiers amalgames.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'entière responsabilité de l'analyse, mais doit être vu comme information

Un cadre idéologique pour la « troisième guerre mondiale »

Excellent article à relire et à méditer. Ne serait-ce que pour bien comprendre la "nullité" de ceux que l'on nomme les "nouveaux philosophes".

Comme le fait si habilement remarquer Stefan Durand, Deleuze -qui lui était un vrai philosophe- dénonçait "**la pensée nulle des nouveaux philosophes**". Et trente années plus tard, « **ces penseurs toujours « nuls » mais plus vraiment « nouveaux » et toujours pas « philosophes » se retrouvent à l'avant-garde pour propager en France, sur la base de « mélanges grotesques » le concept creux de « fascisme islamique ».**

Et nous ajouterons à leur rencontre ce qu'ils ont en commun, ils sont surtout philo-israéliens ou philo-sionistes, on ne peut même pas dire philosémites car ils ne possèdent pas le vrai sens de la judéité ou du judaïsme, ne peuvent donc pas "philosopher" sur ce concept et font honte aux vrais juifs dont nous sommes. C'est à dire des êtres fondus dans la multitude qui ne se prennent pas pour ce qu'ils ne sont pas.

Alors que les États-Unis s'enlisent en Irak et que ce pays sombre dans la guerre civile, l'administration Bush continue de justifier ses interventions au Proche-Orient au nom de la lutte contre le « fascisme islamique ». Ce cadre idéologique permet de ranger dans la même catégorie des mouvements disparates, d'Al-Qaida au Hezbollah en passant par les Frères musulmans.

« Ils procèdent par gros concepts, aussi gros que des dents creuses. La loi, le pouvoir, le maître, le monde, la rébellion, la foi. Ils peuvent ainsi faire des mélanges grotesques, des dualismes sommaires, la loi et le rebelle, le pouvoir et l'ange. » En cela, « ils cassent le travail consistant à "former" des concepts à articulation fine, ou très différenciée, pour échapper aux grosses notions dualistes.

3 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Point de vue de Neta Golan et de Mohammed Khatib : La prochaine « offre généreuse » mise à nu.

['Apartheid masked as peace'](#),

La prochaine « offre généreuse » mise à nu

Les États-Unis projettent d'accueillir le mois prochain une conférence régionale pour discuter de la paix au Proche-Orient, ou tout au moins de la paix entre Israël et les Palestiniens.

Les manœuvres, l'élaboration de transactions et les négociations portant sur ce qui sera mis sur la table se poursuivent depuis quelques temps déjà. Mais les détails de l'accord faisant l'objet de discussion ont été un secret bien gardé, en dehors d'un flot continu de fuites et de ballons d'essai. En déchiffrant ces informations,

combinées avec des faits de terrain, on peut constituer un contour clair de la prochaine « offre généreuse » d'Israël.

Les manœuvres politiques peuvent être tournées pour avoir belle allure si les détails en sont maintenus vagues, mais à y regarder de près, il devient évident que la prochaine offre israélienne n'est pas si généreuse. Comme les Accords d'Oslo et le « désengagement » de Gaza, le processus de paix qui est concocté actuellement est un coup visant à consolider le contrôle d'Israël sur toute la Palestine historique tout en débarrassant Israël d'une large part de la population palestinienne. Le Diable se cache dans les détails qui suivent.

L'accord qui est sur la table offre aux Palestiniens ce que le Président d'Israël, Shimon Peres, appelle « l'équivalent de 100% du territoire occupé en 1967 ». Selon Peres, Israël conservera la plupart de ses plus grands centres de populations de Cisjordanie, aussi appelés blocs de colonies, que Peres prétend ne représenter que 5% de la Cisjordanie. En échange, Israël proposera de donner aux Palestiniens la même quantité de territoire, ailleurs. Selon Peres, Israël échangera des terres israéliennes peuplées par des Palestiniens ayant la citoyenneté israélienne. Cela permettra à Israël de se défaire d'une partie de sa population arabe que la plupart des Juifs israéliens perçoivent comme une « menace démographique » pesant sur la nature de l'Etat juif. Lorsque des politiciens israéliens comme Peres parlent de retenir 5% de la Cisjordanie, ils n'y incluent pas Jérusalem-Est, occupé. Israël a, illégalement et unilatéralement, annexé Jérusalem-Est en 1967-68. De là vient que les sources israéliennes parlent de 250.000 colons israéliens en Cisjordanie, ne tenant aucun compte des colons de Jérusalem-Est occupé, estimés à encore 250.000.

Des blocs de colonies israéliennes se créent et se construisent à l'heure où vous lisez ces lignes. Cela fait des années qu'Israël crée des centres de population en des points stratégiques permettant de découper la Cisjordanie en îlots séparés, de maintenir l'accès israélien aux ressources en eau de la Cisjordanie et d'encercler et étrangler le Jérusalem arabe. L'annexion de fait de ces 9,5% stratégiques des terres de Cisjordanie derrière le mur de l'apartheid a déjà eu lieu. Simplement, le processus de « paix » l'officialisera.

En mars 2006, le parti Kadima, nouvellement constitué, a été élu pour mettre en œuvre le « plan de convergence » d'Ariel Sharon. D'après ce plan, les colonies non stratégiques situées en dehors des blocs de colonies seraient démantelées. Les colons évacués seraient réinstallés dans les « blocs » derrière le mur qui seraient à leur tour annexés par Israël.

Le 14 avril 2004, le Président Bush a écrit à Ariel Sharon, alors Premier Ministre : « Au vu des nouvelles réalités de terrain, en ce compris des centres de population déjà existants, il serait irréaliste d'espérer que l'issue des négociations sur le statut final soit le retour plein et entier aux lignes d'armistices de 1949... » Cette lettre a ensuite été ratifiée par les deux chambres du Congrès américain.

Israël a pris ceci pour un feu vert donné par les Etats-Unis pour conserver toute zone qu'il pourra remplir de colons. Dès lors, en dépit de la Feuille de Route qui exige d'Israël le gel de l'expansion des colonies, Israël a accéléré la création de centres de populations dits « existants » dans des zones stratégiquement importantes, connues autrement sous la dénomination de blocs de colonies.

Dans la même lettre à Sharon, Bush déclarait : « Il semble clair qu'un cadre convenu, juste, équitable et réaliste pour une solution à la question des réfugiés palestiniens comme élément d'un accord sur le statut final sera à trouver par le biais de la création d'un Etat palestinien et l'installation des réfugiés palestiniens là plutôt qu'en Israël ». Par conséquent, dans l'offre qu'Israël est censé faire, les réfugiés palestiniens se verront accorder le droit au retour, non pas chez eux mais dans de petits fragments, non contigus, de leur patrie d'origine divisée en unités territoriales déconnectées, sans aucune chance de pouvoir maintenir une économie viable et sans contrôle sur l'eau, l'énergie ou autres ressources nécessaires. Ils seront autorisés à retourner dans une cage, avec Israël posté à chaque porte.

Les plans israéliens, appuyés par les garanties états-uniennes, créent une situation d'apartheid inviable pour les Palestiniens. Mais les Palestiniens pourraient bien ne pas même se voir proposer une offre d'apartheid aussi « généreuse » en novembre.

Alors qu'il reste maintenant moins de seize mois à l'administration Bush, il manque à Ehoud Olmert le poids politique lui permettant de mener à bien la part israélienne de l'accord. Le Ministre israélien de la Défense, Ehoud Barak, a récemment déclaré son opposition à ce qu'il a appelé un « abandon des principes israéliens maintenus depuis 40 ans, simplement pour gagner la faveur d'un président américain qui quitte ses fonctions dans un an ». Devant l'insistance de l'administration d'Olmert, les objectifs de la conférence régionale ont dès lors été édulcorés dans le sens d'une déclaration commune qui esquissera la base d'un futur accord. Olmert demande que cette déclaration commune comporte une référence à la lettre de Bush à Sharon d'avril 2004 ainsi qu'à la Feuille de Route.

L'objectif déclaré de la Ministre israélienne des Affaires étrangères, Tzipi Livni, est de proclamer un Etat palestinien « transitoire » avec des frontières « provisoires », une option qui apparaît dans la deuxième phase de la Feuille de Route. Quand Israël a accepté la Feuille de Route en mars 2003, il y a attaché « 14 clauses de réserve ». Israël considère ces réserves comme faisant partie intégrante de la Feuille de Route. La cinquième clause de réserve israélienne déclare : « L'Etat provisoire disposera de frontières provisoires et de certains aspects de souveraineté, sera totalement démilitarisé..., n'aura pas autorité pour s'engager dans des alliances de défense ou une coopération militaire, et Israël aura le contrôle sur l'entrée et la sortie de toute personne et de tout chargement, ainsi que de l'espace aérien et du spectre électromagnétique ».

Un tel Etat serait comprimé entre le mur de séparation, la « frontière démographique » d'Israël, et la Vallée du Jourdain, la « frontière de sécurité » d'Israël avec la Jordanie. La Vallée du Jourdain constituant approximativement 30% de la Cisjordanie, Israël conserverait probablement, dans ce scénario, plus de 40% de la Cisjordanie. Cet Etat palestinien transitoire consisterait en une série de Bantoustans isolés ou, comme Sharon à qui on doit la paternité de ce plan, préférerait s'y référer : des « cantons ».

Dans le passé, les Palestiniens ont insisté pour que cette option d'un Etat provisoire soit retirée de la Feuille de Route, dans la mesure où l'histoire de l'occupation israélienne montre que des « mesures provisoires » sont quasi toujours définitives. Cependant, les négociateurs palestiniens acceptent maintenant la possibilité d'un Etat provisoire à condition de recevoir l'assurance internationale que la troisième et dernière phase de la Feuille de Route, qui inclut un accord définitif, soit mise en œuvre dans les six mois. Israël n'a nullement l'intention d'accepter cette condition.

On peut douter que le Président palestinien Mahmoud Abbas puisse accepter cette offre sans que soit fixé l'agenda d'un règlement définitif. Mais peut-être n'est-il pas même supposé l'accepter. Car si Abbas refuse une nouvelle « offre généreuse » israélo-américaine, son rejet pourrait être présenté au monde comme une preuve supplémentaire qu'il n'y a pas de « partenaires palestiniens pour la paix ». Israël serait alors « fondé » à mettre unilatéralement en œuvre son plan de convergence.

Une « convergence » unilatérale rendra possible la création, en Cisjordanie, d'une situation comparable à ce que le « désengagement » unilatéral a créé dans la Bande de Gaza. Les habitants de Gaza, dont 70% sont des réfugiés de ce qui est maintenant Israël, sont, à l'heure actuelle, isolés économiquement et physiquement, affamés et sous blocus israélien total, terrestre, aérien et maritime.

Olmert, Bush, Blair et leurs complices au sein du « Quartette » disposent de toute une machinerie de relations publiques à la fois vaste, sophistiquée et dotée de ressources infinies, qui par un accès illimité à des médias non critiques, est capable de donner une irrésistible « tournure de paix » à un processus d'apartheid. Durant la conférence de novembre, ils assureront le monde de leur engagement en faveur d'un Etat palestinien (avec les judicieuses séances de photos Abbas/Olmert/Bush). Ils promettent d'engager des millions de dollars, pour financer la « construction des institutions » palestiniennes et l'aide humanitaire et pour armer des troupes dans le but de « maintenir la paix » à l'intérieur des bantoustans. Les Etats arabes normaliseront leurs relations avec Israël, renforçant les « modérés » dans toute la région et calmant ainsi la rue arabe, condition préalable à une attaque dirigée par les Etats-Unis contre l'Iran.

Même les participants au sommet se rendent compte que l'occupation israélienne n'est pas soutenable dans sa forme actuelle. Si nous, la communauté en faveur de la paix et de la justice, nous arrangeons pour donner à voir cette dernière manœuvre pour ce qu'elle est, Israël pourrait, pour la première fois, être forcé à des négociations loyales.

Pour que ceci se produise, nous devons nous mobiliser immédiatement. Il est de notre tâche d'informer le reste du monde de ce que ces pourparlers signifient réellement et sur la vérité de ce qui est en cours. La catastrophe est imminente. Il a fallu de nombreux mois sinon des années pour mettre à nu la vérité cachée derrière la première « offre généreuse ». Ne répétons pas cette erreur.

Neta Golan, qui vit à Ramallah, est une militante israélienne de « Peace and Justice » et co-fondatrice de ISM. Mohammed Khatib est membre du comité populaire de Bil'in contre le Mur, et secrétaire du conseil du village de Bil'in.

Traduction de l'anglais : Michel Ghys.

3-2 Point de vue de Ian Black : La "mission impossible" de Blair au Moyen-Orient : Une lune de miel tournant à la lune de fiel.

*Tandis qu'il commence à prendre conscience de l'ampleur démesurée de sa tâche d'envoyé spécial de la paix, l'ancien Premier ministre britannique semble **stupéfait, et même horrifié par la situation qu'il découvre en Cisjordanie.***

C'était encore tôt, dans l'après-midi, mais il faisait déjà terriblement chaud, quand le convoi s'approcha et vint stationner, lourdement et toutes sirènes hurlantes, devant le portail de la mairie.

Des flics palestiniens armés de mitraillettes, en tenue de camouflage à fond bleu entourèrent le véhicule 4X4 blanc, d'où émergea la Very Important Person, aux traits fossilisés dans un large sourire Colgate de bienvenue à destination des dignitaires qui l'attendaient.

*"Bienvenue à Hébron, Mister Blair", déclama le maire, **Khaled Osaily**, avant qu'ils ne disparaissent dans l'immeuble couleur sable, à l'abri d'un écran d'hommes de la sécurité armés jusqu'aux dents, tandis que des fillettes en fichu se pressaient sous les guirlandes de lampions du Ramadan, tentant de les apercevoir.*

Les jeeps de l'armée israélienne qui avaient escorté le visiteur de marque jusque-là s'étaient discrètement tenues en arrière, laissant Blair faire seul les derniers deux cents cinquante mètres...

Des quartiers entiers de la "**ville des patriarches**" cisjordanienne ont été remis au contrôle palestinien voici une dizaine d'années de cela, à une époque où Yasser Arafat bénéficiait des bénédictions ambiguës des accords d'Oslo, qui laissaient **des colons juifs extrémistes (et armés) occuper le centre historique d'Hébron.**

M. Blair, représentant du Quartette (des médiateurs européens dans le conflit du Moyen-Orient) avait **beaucoup entendu parler de leurs provocations violentes**. "Notre briefing sur les problèmes causés par les colons ont été tout, sauf " briefs", plaisanta ensuite M. Osaily.

"M. Blair a été horrifié par ce que nous lui avons exposé", a dit **Mats Lignell**, porte-parole des observateurs internationaux installés là-bas à titre "temporaire" depuis 1994, après qu'un fanatique venu de la colonie israélienne voisine, Kiryat Arba, eut massacré quelques vingt-neuf fidèles palestiniens en prières à la **Mosquée Ibrahimiyy**.

Cette visite, mercredi dernier, a donné un très rare aperçu sur la manière dont l'ancien Premier ministre britannique s'en tire avec ce que d'aucuns ont appelé sa "mission impossible".

Cette mission peut aussi être qualifiée de "mission invisible" - en effet, en dépit de son profil tout ce qu'on voudra, sauf bas, Blair a quasiment disparu, mis à part deux ou trois interviews fadasses accordées à des médias palestiniens et israéliens.

Khaled Amayreh, un journaliste palestinien sympathisant du mouvement islamiste Hamas, aura du mal à en obtenir une, d'interview !

"Je voulais demander à M. Blair ce que les générations futures de musulmans allaient penser de lui, après ce qu'il a fait, en Irak ?", bouillait-il, en vain, devant la mairie.

"Je voulais lui demander s'il croit vraiment qu'on ne sait trop bien quelle 'prospérité économique' est susceptible d'acheter les Palestiniens, au point de leur faire brader Jérusalem et leur droit au retour ???"

En dépit de son profil extrêmement effacé, M. Blair a dû apprendre vite, depuis le début de sa mission, au mois de juillet de cette année. Ce silence assourdissant masque une remise en cause de ses idées reçues, qui fut radicale et traumatisante pour lui, depuis que l'envoyé s'est attelé à sa nouvelle tâche.

Blair furax

"Blair était vraiment stupéfait, et en colère", dit un responsable de l'Onu qui lui avait fait une présentation sur les effets dévastateurs de l'ainsi dite "barrière de sécurité" construite par les Israéliens, ainsi que des colonies, des checkpoints et des barrages routiers – effets dévastateurs pour la vie des Palestiniens habitant les territoires occupés.

"Il a posé des questions très pertinentes... Mais, ce qui m'a étonné, c'est que quelqu'un qui avait été si longtemps Premier ministre d'un pays quel qu'il soit **aurait dû connaître ces réalités depuis bien longtemps !**"

Contrairement à ses nombreux détracteurs britanniques, occidentaux et arabes, le gouvernement palestinien semble heureux, à dire le moins, que M. Blair soit sur l'affaire.

Celui-ci a dit à Mahmoud Abbas, le président, que s'il est confronté à une telle opposition, c'est parce qu'il est **trop proche des Américains et des Israéliens**.

"C'est précisément pour cela que je suis en train de vous recevoir !", a répliqué Abbas. Les citoyens ordinaires, quant à eux, sont très majoritairement indifférents.

La profession de foi de M. Blair consiste à dire qu'il faut très rapidement créer la capacité des Palestiniens de gérer leur propre Etat, et booster une économie paralysée par les restrictions israéliennes – aussi difficiles la piste politique et le processus de paix soient-ils, et quelle que soit l'issue de la conférence d'Annapolis, que Condoleezza Rice, la Secrétaire d'Etat américaine, réunira le mois prochain.

Blair est très attentif à coller au mandat de développement économique et de bonne gouvernance que lui a donné le Quartette, laissant des aspects politiques fondamentaux, comme les colonies, le statut de Jérusalem et les frontières définitives à Mme Rice, dont il est persuadé qu'elle est engagée à travailler intensivement en vue d'un accord de paix.

"Condi est quelqu'un de religieux !" a-t-il confié à certains de ses amis.

Sans surprise, **Blair** se voit comme un acteur majeur, les arguties légalistes autour des paragraphes en petits caractères et les combats à fleuret moucheté de la diplomatie le gonflent.

"Nous ne pouvons séparer les questions politiques des considérations sécuritaires, lesquelles interagissent et se recourent avec les premières", a-t-il dit, lors d'une interview accordée au quotidien palestinien Al-Quds, durant sa troisième visite ici, cette semaine.

"Blair peut certainement faire quelque chose d'utile, si quelqu'un d'autre s'efforce de faire avancer l'agenda politique", dit **Ghassan Khatib**, un ancien ministre palestinien.

"L'économie et la sécurité sont les deux éléments qui vont constituer, ou faire éclater, n'importe quel gouvernement palestinien. Ce sont les deux seuls domaines où un progrès est possible – mis à part le politique."

Tandis que ses souvenirs de Downing Street s'estompent, M. Blair passe actuellement environ une semaine par mois à travailler à partir du charmant hôtel désuet du quartier de l'American Colony.

Ses murs blanchis à la chaux sont couverts de photos sépia remontant à l'époque du général britannique Sir Edmund Allenby, qui vainquit les Turcs, en Palestine, voici de cela quatre-vingt-dix ans, quelques mois après que la **Déclaration Balfour**, en promettant un **"foyer national" au peuple juif**, eut mis en branle les événements qui conduisirent au conflit actuel.

En lieu et place de flics, ce sont deux gardiens en uniforme de l'Onu qui font le guet devant la porte, et une grille en acier. Les visiteurs qui viennent voir Blair attendent, assis sur une terrasse spacieuse dissimulée à la vue des indiscrets par une haie nouvellement plantée d'oliviers et de cyprès. Un tapis roulant a été amené, afin que le boss puisse pratiquer son jogging même les jours où il est surchargé de rendez-vous.

Les sofas sont décorés, dorés et ont un look ottoman acceptable. **Les secrets, toutefois, risquent d'être difficiles à conserver** : l'après-midi même de l'arrivée de M. Blair, je suis tombé sur **Ehud Barak, le ministre israélien de la Défense, qui faisait paisiblement sa sieste juste derrière la porte du fond.**

Les journalistes palestiniens étaient intrigués de voir des alliés du prisonnier charismatique du Fatah, **Marwan Barghouti**, ressortant d'un entretien avec Blair.

Les conseils politiques proviennent d'une équipe multinationale forte de quatorze experts : un fonctionnaire du Département d'Etat américain, un Espagnol pris en location à l'Union européenne, un économiste hollandais et un Norvégien, plus des experts de l'Onu et un couple de britanniques du Foreign Office.

C'est l'ambassade britannique qui a organisé sa première visite, mais aujourd'hui, la mission de Blair est autofinancée.

"Il travaille autant pour les Polaks que les nôtres", a persiflé un diplomate Grand-Breton.

Les coûts prévisionnels pour la première année du bureau de Jérusalem, avec son personnel et sa sécurité (comprenant des véhicules blindés...) s'élèvent à environ 8 millions de dollars (soit 3,9 millions de £ivres) ; ils sont couverts par un fonds de placement administré par l'Onu.

L'attention se focalise sur des plans en vue d'un *"agenda palestinien de développement national et économique"*, qui doit être présenté à une conférence de donateurs au mois de décembre. La "propriété" en sera palestinienne, mais c'est M. Blair qui le gèrera.

"Il sait qu'il se doit d'apporter quelque résultat rapidement", dit un responsable. *"Il n'a pas beaucoup de temps pour marquer la réalité."*

Investissement japonais

On travaille à mettre du liant entre plusieurs projets existants.

Le concept fondamental, cher au cœur du président israélien, **Shimon Peres**, c'est une *"zone économique sécurisée"* autour de la région de Jéricho, où il y a déjà un projet, financé par le Japon, d'un parc d'agrobusiness et d'un débouché pour les exportations à travers le pont Allenby (contrôlé par Israël), qui conduit à la Jordanie, puis, de là, vers les marchés du Golfe arabo-persique.

Jéricho présente une relative facilité : c'est une petite ville tranquille, sans présence israélienne. Le problème, corrige M. Khatib, c'est qu'il s'agit d'une ville trop petite pour que cela soit déterminant.

Salam Fayyad, économiste palestinien nommé Premier ministre après la prise de contrôle de Gaza par le Hamas, au mois de juin, était désireux de voir prendre une initiative ambitieuse à Naplouse, la capitale économique et la plus grande ville de la Cisjordanie.

Mais M. Blair est d'avis que Naplouse est une noix trop difficile à casser : **cette ville est entourée de barrages routiers israéliens, et des incursions régulières de l'armée israélienne et des services de sécurité du Shin Bet s'y produisent.**

Sa conclusion reflète des discussions acharnées avec les principaux acteurs israéliens : **Ehud Olmert**, le Premier ministre ; **M. Barak** et le chef d'état-major de l'armée.

Il a également rencontré le partenaire d'Olmert dans le gouvernement de coalition, le dirigeant du parti d'extrême-droite Yisrael Beitenu, **Avigdor Lieberman**, lequel est **opposé à toute concession, veut chasser d'Israël ses citoyens arabes, et menace de faire chuter le gouvernement.**

Pour reprendre les propos de **Zahi Khouri**, un des hommes d'affaires palestiniens qui conseillent M. Blair, celui-ci *"essaie de trouver des moyens permettant de revitaliser l'économie palestinienne, tout en étant sensible à la paranoïa israélienne en matière de sécurité"*.

Cela, apparemment, semble signifier qu'il ne sera pas question de tacler la barrière de sécurité en Cisjordanie, tout au moins, dans l'immédiat.

Beaucoup de Palestiniens disent qu'ils ne sont absolument pas surpris.

"Pourquoi Blair devrait-il tout soudain devenir audacieux, lui qui s'est montré tellement timide alors même qu'il était au pouvoir ?" fait mine de s'interroger **Salim Tamari**, professeur à l'Université de Bir Zeit, près de Ramallah.

L'équipe de Blair encourage par ailleurs de projets – formation, financement, restructuration – afin de s'assurer que les services de sécurité palestiniens totalement désorganisés opéreront à l'avenir d'une manière plus efficace. Des réformes légales et judiciaires sont également indispensables.

La théorie voudrait que des hommes et une police plus professionnels soient en mesure de contrer des formations extrémistes comme les Brigades des Martyrs d'Al-Aqça.

Cela une fois fait, Israël pourrait permettre que les marchandises circulent librement, ce qui créerait des emplois, attirerait des investisseurs et relâcherait quelque peu l'étouffement créé par l'occupation.

Mais, dans la pratique, la question clé est celle de savoir si **M. Barak**, (encore) plus faucon que M. Olmert, tiendra ses promesses mieux qu'avec M. Jim Wolfensohn, prédécesseur de Blair en tant qu'envoyé du Quartet, lequel a échoué parce qu'Israël n'a jamais respecté l'accord fondamental sur *"le mouvement et les accès"* (pourtant) négocié par Mme Rice.

Alchimie personnelle

MM. **Barak et Blair s'entendent bien**, mais l'alchimie personnelle n'est pas suffisante.

"Si les Israéliens n'enlèvent même pas un seul de leurs barrages routiers autour de Naplouse, comment pourrions-nous espérer qu'ils vont nous restituer Jérusalem Est et 90 % de la Cisjordanie ?" se lamente un des

principaux conseillers d'Abbas.

Ce qu'il y a de crucial, c'est que M. Blair se tient soigneusement à l'écart de la bande de Gaza, laquelle – depuis que le Hamas en a pris le contrôle – est soumise à un boycott international et se trouve coupée de la Cisjordanie. Il a dit, en privé, qu'Israël et l'Autorité palestinienne finiront bien par prendre langue avec les islamistes.

L'espoir étant qu'un succès en Cisjordanie, apporterait une preuve que les modérés peuvent faire quelque chose, et affaiblirait le Hamas – mais c'est là ignorer l'évidence que – comme on le constate en Irak et ailleurs – des sanctions et des punitions collectives en mènent absolument nulle part.

Le danger – évident – c'est que la situation à Gaza, d'ores et déjà catastrophique, va continuer à se détériorer (les tirs de roquettes artisanales Qassam étant une invitation lancée à Israël de procéder à des représailles comme bon lui semble), que MM Abbas et Fayyâd n'auront pas grand-chose à montrer comme fruit de leurs efforts et, enfin, que la conférence d'Annapolis va s'écraser, en flammes.

Il ne semble pas très difficile de prévoir que la lune de miel au profil bas de M. Blair au Moyen-Orient risque de ne pas se poursuivre encore bien longtemps.

"Il est difficile, pour lui, de présenter un plan détaillé, car c'est dès lors qu'il le ferait que les deux camps se mettraient à lui balancer des œufs et des tomates pourries, car ni l'un ni l'autre n'apprécieront ses suggestions actuelles", affirme un responsable israélien haut placé.

"Il est dans une position intenable, dès lors qu'il s'est contenté de travailler tranquillement, entre consultations et audiences. Le moment où il mettra quelque chose sur la table sera aussi celui où les problèmes commenceront pour lui !"

Source : <http://www.guardian.co.uk/>

Traduction : Marcel Charbonnier

3-3 Point de vue de Françoise Feugas : Gaza sous écrou.

Le siège imposé à la population de Gaza se poursuit et même s'intensifie. L'absence de circulation de matières premières et de produits de base étouffe toute l'économie et contraint une population entière à la dépendance. Les rapports alarmants des organisations internationales, humanitaires et de défense des droits se multiplient.

Gaza assiégée, « *enfermée* », « *affamée* »... : c'est, en réalité, d'un lent et inexorable étranglement qu'il s'agit, et il n'est pas nouveau. Il a débuté en 2005, après le « désengagement » unilatéral d'Israël. Un second tour d'écrou a été donné après les élections législatives de janvier 2006 remportées par le Hamas, avec le boycott international et la rétention des taxes à l'exportation dues à l'Autorité palestinienne par Israël. Un troisième a accompagné les destructions opérées par l'armée israélienne, après la mort de deux soldats israéliens et la capture du tankiste Gilad Shalit et au moment de la guerre du Liban l'été 2006. Le dernier en date a commencé dès l'annonce de la prise de pouvoir armée du Hamas sur la bande de Gaza en juin dernier.

En septembre 2006, Patrick Coburn [1] écrivait déjà : « *Gaza se meurt. [...] Ici, sur les rives de la Méditerranée, se déroule une grande tragédie que le monde ignore, parce que son attention a été détournée par les guerres au Liban et en Irak.* » Et de rappeler qu'outre la fermeture des points d'accès depuis l'élection du Hamas et le boycott international, l'armée israélienne avait consciencieusement saccagé Gaza, tuant, démolissant, bombardant et pilonnant, sans discrimination. Les trois quarts des orangeries, notamment, étaient détruites pour créer des « zones de sécurité » ; des oliveraies, les vergers de citronniers et d'amandiers étaient rasés par les bulldozers. Les oeillets et les fraises, deux des principales exportations de Gaza, avaient pourri sur pied et une frappe aérienne israélienne avait détruit la centrale électrique, privant les habitants de 55% de l'énergie ainsi perdue. Ces destructions venaient aggraver une situation économique dont un rapport de la Banque mondiale [2] de septembre 2006 faisait le bilan, parlant d'« *une année de récession économique sans précédent. Les revenus réels pourraient se contracter d'au moins un tiers en 2006 et la pauvreté affecter les deux tiers de la population.* »

Dans ce cas, pauvreté signifie un revenu par habitant de moins de 2 dollars (1,57 €) par jour. Le maire de Gaza, Maged Abou-Ramadan, disait alors : « *Pour nous, c'est la pire année depuis 1948 [...] Gaza est une prison. Ni les gens, ni les marchandises ne sont autorisés à sortir. Les gens sont déjà affamés. Ils essayent de survivre avec du pain et des falafels et quelques tomates et concombres qu'ils cultivent eux-mêmes* »

Gideon Levy, dans *Ha'aretz* [3], décrivait lui aussi, il y a tout juste un an, une situation qui ne cesse de se répéter : « *Le passage d'Erez est vide, le passage de Karni n'a été ouvert que quelques jours ces derniers mois et la même chose est vraie pour le passage de Rafah. Quelque 15 000 personnes ont attendu pendant deux mois pour entrer en Egypte, certains attendent toujours, y compris un grand nombre de personnes malades et blessées. 5000 autres personnes attendaient de l'autre côté pour retourner dans leurs foyers. Certains sont morts pendant l'attente. Il faut voir les scènes à Rafah pour comprendre à quel point cette tragédie humaine qui se déroule est profonde. [...] Les Etats-Unis et l'Europe, qui font la police au passage de Rafah, sont aussi responsables de cette situation. Gaza est aussi plus pauvre et plus affamée qu'elle ne l'a jamais été. Il n'y a pratiquement aucune marchandise qui entre ou qui sort. Pêcher est interdit. Les dizaines de milliers de fonctionnaires de l'Autorité palestinienne ne reçoivent plus aucun salaire et la possibilité de travailler en Israël est hors de question* ».

Une crise économique et humanitaire imposée

Depuis juin 2007, Israël a bloqué de nouveau tout passage de marchandises et de personnes entre Israël et Gaza aux cinq passages qu'il contrôle (Erez, Karni, Nahal Oz, Sufa, et Kerem Shalom). Karni, en particulier, par où transite habituellement la grande majorité des marchandises qui entrent ou sortent de Gaza. La conséquence

immédiate ne s'est pas fait attendre : plusieurs entreprises ont dû fermer et la crise économique à Gaza s'est encore aggravée. Des rapports de l'Office des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) [4] et de l'organisation palestinienne pour le commerce (Paltrade) notamment, montrent que les exportations ont été totalement stoppées et qu'à l'exception de quelques produits de base (farine, sucre, huile, riz et sel), toute importation de marchandise a également cessé.

Ces mesures ont eu un effet désastreux. Ainsi que le décrit un autre rapport de Paltrade, l'activité industrielle de Gaza est le fait d'entreprises qui dépendent à 90% de l'importation de matières premières, de machines et de pièces également importées pour fonctionner. Depuis le siège, 80% des entreprises ont dû stopper toute activité. Les autres fonctionnent à 60% de leur capacité. Plus de 1300 containers de produits importés sont bloqués en Israël, obligeant en outre les importateurs à payer les coûts de stockage. Le boycott a obligé les Nations unies à suspendre pour 93 millions de dollars de projets de constructions pour des maisons, écoles et traitement des eaux d'égouts à Gaza car le ciment et les autres matériaux de construction ont été épuisés. Ces projets employaient 121 000 personnes. D'une manière générale, le secteur du bâtiment est particulièrement touché : tous les chantiers en cours ont été arrêtés.

Les familles qui ne peuvent ni acheter de la nourriture ni travailler ne vivent pratiquement qu'avec du thé et du pain. Les produits alimentaires de base comme le lait en poudre, le lait pour bébés, l'huile végétale et l'approvisionnement en médicaments commencent à manquer. Plus de 150 types de médicaments sont épuisés dans les hôpitaux, les cliniques et les pharmacies, des traitements arrêtés. Une grande partie des équipements médicaux, notamment les machines à rayons X, ne fonctionnent plus, faute de la maintenance nécessaire. De nombreuses opérations ont été retardées parce que l'équipement et les anesthésiants nécessaires ne sont plus disponibles.

La perte financière se chiffre à 20,6 millions de dollars simplement entre juin et juillet. 3190 entreprises ont fermé temporairement et entre 65 000 et 68 000 salariés -selon les différentes sources - faisant vivre environ 450 000 personnes ont perdu leur travail. Le taux de chômage est porté à 70% de la population active et plus d'un million d'habitants sur un million et demi dépendent désormais de l'aide humanitaire pour survivre.

La liste des organisations internationales, humanitaires et de défense des droits qui, depuis plus d'un an, multiplient en vain les rapports alarmants sur l'asphyxie économique de Gaza et le désastre humanitaire qu'elle produit est imposante : la Banque Mondiale, Oxfam, l'UNRWA, CARE International, le Programme alimentaire mondial (PAM), B'Tselem, World Vision, OCHA, Amnesty International, le Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC)... Comment les Etats-Unis comme l'Europe pourraient prétendre ne pas savoir ce qui se joue ainsi dans la bande de Gaza ?

La fermeture du passage de Rafah

Gaza n'a ni aéroport ni port et Rafah, seul point de passage qui officiellement n'est pas sous le contrôle direct d'Israël, est la seule porte de sortie vers l'étranger. Le passage est géré par l'Autorité palestinienne en coopération avec l'Egypte, sous supervision israélienne qui en contrôle les mouvements par caméra vidéo et qui, également, vérifie les listes de candidats au passage. Des observateurs de l'Union européenne y sont postés, sans la présence desquels le passage ne peut être ouvert. Depuis le 9 juin, personne n'est autorisé à traverser, l'Egypte n'ouvrant pas le passage sans le consentement d'Israël et en l'absence d'observateurs. Six mille Palestiniens sont restés bloqués en Egypte. Un grand nombre d'entre eux n'avaient pas les moyens de financer un plus long séjour en Egypte. Un certain nombre de Gazaouis sont également bloqués à l'étranger.

Divers rapports faisaient état d'une vingtaine de morts à la frontière égyptienne, où s'accumulaient dans des campements de fortune des centaines de Palestiniens empêchés de retourner à Gaza. Dans le sens inverse, tous ceux qui ont besoin de passer la frontière égyptienne pour travailler, recevoir un traitement médical ou poursuivre des études à l'étranger en ont été empêchés. Le 30 juillet, des organisations de défense des droits humains palestiniennes, israéliennes et européennes ont demandé, dans un appel conjoint, la réouverture du passage de Rafah.

Le contrôle israélien sur la bande de Gaza

Le "plan de désengagement", accompli en septembre 2005, est suivi de l'annonce de la fin du gouvernement militaire dans la bande de Gaza alors que, dans les faits, Israël continue depuis lors à opérer un contrôle quasiment absolu sur tous les aspects de la vie économique et sociale à Gaza :

! **L'espace aérien et les eaux territoriales** sont totalement sous contrôle. Le contrôle de l'espace aérien permet notamment celui des programmes de radio et de télévision. La mainmise sur les eaux territoriales fournit l'occasion de restreindre les activités de pêche (voir Monique Etienne, « La pêche à Gaza : une industrie en danger »). L'absence d'aéroport et de port rend impossible la circulation des personnes et des biens sans l'autorisation et/ou le bon vouloir israéliens.

! **Les services de l'état-civil** ont été officiellement transférés à l'Autorité palestinienne selon le second accord d'Oslo en 1995, mais en pratique ils sont toujours supervisés par Israël qui ne reconnaît aucune modification n'ayant pas obtenu son accord. Le « désengagement » n'a rien changé à cette situation, Israël continue à déterminer qui est « résident palestinien » et qui est « étranger », qui peut résider à Gaza et en Cisjordanie.

! **L'entrée des « étrangers »** : l'Autorité palestinienne ne peut autoriser l'entrée à Gaza via le terminal de Rafah qu'aux « résidents palestiniens » mais même à ceux-ci, elle doit interdire l'entrée à Gaza si Israël en décide pour « raison de sécurité ». Les résidents « étrangers » ne peuvent entrer dans la bande de Gaza que par les passages de Kerem Shalom et d'Erez -sous contrôle israélien. Ce qui permet notamment de « maîtriser » (entraver) le regroupement familial entre des Gazaouis et leurs conjoint(e)s « résidents étrangers », mais aussi de

limiter la présence de membres d'ONG, d'experts économiques, d'organisations de défense des droits, de délégations diverses... venus de l'étranger.

! **La circulation des Palestiniens entre la bande de Gaza et la Cisjordanie** dépend entièrement d'Israël. Les résidents de Gaza sans permis qui sont contrôlés en Cisjordanie, même s'ils y vivent depuis des années, même s'ils y ont fondé une famille, sont considérés comme « illégaux » et expulsés vers Gaza. Quant aux résidents de Cisjordanie déclarés « interdits de séjour à l'étranger », ils ne peuvent se rendre dans la bande de Gaza.

! **Importations et exportations** : Karni, Sufa et Kerem Shalom, les trois points de passage de marchandises, sont sous contrôle israélien (le terminal de Rafah sous « administration » de l'Autorité palestinienne peut laisser passer des marchandises, mais seulement à l'exportation ; or, la plupart des produits exportés sont à destination d'Israël et passent par Karni). Ce qui permet de priver à volonté les Gazaouis de produits de base et de médicaments.

! **Les taxes** : Israël récolte la TVA et les droits de douane sur les produits à destination de Gaza et doit les reverser tous les mois à l'Autorité palestinienne. Ainsi peut-il stopper les transferts d'argent - ce qui a été fait après l'élection du Hamas l'an dernier - par mesure de rétorsion. Tel-Aviv gère également l'exemption de droits de douane pour les dons de vivres, de matériel et de médicaments et n'hésite pas à faire payer à des organisations humanitaires les mêmes taxes qu'à un importateur commercial.

Source : B'Tselem , "The scope of Israeli Control in the Gaza Strip". <http://www.btselem.org>

[1] « Gaza is dying », *Counterpunch*, <http://www.counterpunch.org/patrick09082006.html>

[2] « West Bank and Gaza - Country Economic Memorandum : growth in West Bank and Gaza : opportunities and constraints », consultable à : <http://www-wds.worldbank.org/>

[3] « Gaza's darkness », 3 septembre 2006.

[4] voir <http://www.ochaopt.org/>

Françoise Feugas

Dimanche 21 Octobre 2007

Sources [AFPS](#)

Posté par Adriana Evangelizt

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Dalia Karpel « On tire comme des dingues »

En octobre 91, Noufar Yishai-Karin a commencé à étudier au département de psychologie de l'Université Hébraïque. « *Déjà pendant mon service militaire, il était clair pour moi que ce serait mon domaine de recherche et ça m'intéressait en particulier de découvrir pourquoi il y a dans un groupe des gens qui oeuvrent à un changement positif, ce qu'il y a dans leur personnalité qui les rend tels et ce qui se passe dans une telle situation.* »

Un de ses professeurs, Yoel Elizur, faisait alors un rappel comme réserviste au sein de la structure de santé mentale de l'armée israélienne. Elizur a expliqué cette semaine que cette structure de santé mentale disposait, dans les années 90, d'un bon département de recherche, mais qu'il n'était pas parvenu à obtenir une autorisation pour entreprendre la recherche sur la violence chez des soldats. « *La tendance qui prévalait alors était de garder le silence sur la question et de dire que d'une manière générale les soldats se comportaient correctement* », dit-il.

Noufar Yishai-Karin qui savait qu'il avait une connaissance dans le domaine s'est adressée à lui avec son idée de recherche et Yoel Elizur a sauté sur l'occasion. Dans le cadre de sa recherche, elle a interviewé 18 soldats et 3 officiers ayant servi dans deux unités d'infanterie blindée. Elle les avait connus, pour la plupart, à l'époque de son service militaire. Elle les a recherchés et les a rencontrés individuellement, chez eux, pendant quelques heures. Les interviews ont été enregistrées et toutes ces cassettes sont toujours en sa possession. Le fait qu'elle connaissait déjà les soldats a permis d'étayer et d'approfondir leur confiance en elle jusqu'à s'ouvrir, se découvrir devant elle et être disposés à lui raconter des crimes qu'ils avaient eux-mêmes commis : des cas de meurtres et d'homicides, d'enfants dont on brise des os, d'humiliations, de destructions de biens, de pillages et de vols.

Qu'est-ce qui caractérise les 21 interviewés ? Il y a de tout dans la liste. Ils sont à peu près pour moitié ashkénazes et pour moitié mizrahim. La majorité est née dans le pays. Ce sont pour la plupart des fils de familles appartenant à la classe moyenne. Des habitants de moshav ou de kibboutz, venant de villes mixtes comme Jérusalem, Acre ou Ramle, mais aussi de Herzliya Pitouah, Tel Aviv ou Ramat Hasharon. L'analyse des évolutions des groupes se focalise, dans l'article publié par la revue « *Alpayim* », sur une des deux compagnies, d'où viennent 14 des interviewés. L'article déroule les événements de la compagnie d'infanterie, dont certains soldats sont passés par un processus de brutalisation, d'autres sont restés passifs et une minorité s'est lancée dans la lutte contre les exactions. Parmi les premiers, on peut par exemple distinguer le type impulsif qui lâchait facilement les freins intérieurs et parfois avec enthousiasme.

Témoignage : « *Je suis sorti pour ma première patrouille... Les gars avec qui j'étais dans la patrouille tiraient tout*

simplement comme des dingues... Moi aussi, j'ai commencé à tirer comme tout le monde... C'était, tu vois, je ne te dirai pas que ce n'était pas super, parce que comme ça tout d'un coup, la première fois que tu viens, que tu prends une arme pour de vrai, pas comme à je ne sais quel exercice, ou dans je ne sais quelle cabane dans les sables, ou je ne sais pas quoi, ou que tu aies au-dessus de toi un commandant qui pèse sur ton cerveau. Tu te retrouves tout d'un coup responsable de ce que tu fais. Tu prends ton arme. Tu tires. Tu fais ce que tu veux. »

Noufar Yishai-Karin a découvert que les soldats jouissaient de l'ivresse du pouvoir non moins que du plaisir qu'ils puisaient de la violence, et c'est là un des résultats terrifiants de cette étude. « *La plupart des interviewés ont pris plaisir à la violence, à un moment ou un autre de leur service militaire* », écrit-elle dans sa thèse. « *Ils prenaient plaisir à la violence parce qu'elle rompait la routine, et ils prenaient plaisir à détruire et à mettre le désordre. Ils tiraient aussi du plaisir de la sensation de pouvoir présente dans la violence, et de la sensation du danger.* »

Témoignage : « *La vérité ? Quand c'est le foutoir, alors je suis 'mabsout', heureux. Alors je prends mon pied. C'est comme une drogue. Si je n'entre pas à Rafah et qu'il n'y a pas moyen de se déchaîner une fois dans la semaine, je deviens fou* ». Et un autre témoignage : « *Ce qui est le plus important c'est que ça te dégage du joug de la loi. Tu sens que c'est toi la loi. Tu es la loi. C'est toi qui décides, qui tranches... Comme si au moment où tu quittes cet endroit appelé Israël et que tu entres par le barrage d'Erez, dans la Bande de Gaza, tu es la loi. Tu es dieu.* »

Un petit enfant de quatre ans

La dureté affective de plusieurs des soldats exprimait une indifférence extrême à la souffrance du prochain quand il est arabe. « *On était à bord d'un véhicule, on passait simplement dans une rue. Un gars de 25 ans, par là. Comme ça, sans raison, qu'on ne vienne pas me dire qu'il y avait une raison. Il n'avait pas lancé de pierre, rien. Tac, une balle dans le ventre... On lui tire une balle dans le ventre et il est là à agoniser sur le trottoir et nous continuons à rouler, indifférents. Aucun ne le regarde deux fois...* »

Il y avait des durs qui avaient développé une idéologie selon laquelle il faut riposter avec brutalité même aux incidents mineurs. « *Un enfant de trois ans est incapable de rien lancer, il ne peut pas m'atteindre, quoi qu'il fasse. Un gamin de 19 ans bien. Avec les femmes, je n'ai pas de problème. Une femme m'avait lancé sa savate, je lui ai donné un coup de pied ici (il montre l'entrejambe), je lui ai brisé tout ça ici. Elle ne peut plus avoir d'enfants maintenant. La prochaine fois, elle ne jettera plus de savates. Un jour qu'une femme m'a craché dessus, elle a reçu ma crosse dans la figure. Elle n'est plus en mesure de cracher aujourd'hui.* »

Il y a des soldats qui sont diagnostiqués dans l'étude comme s'étant laissés entraîner par les commandants et les camarades et il y en a parmi eux qui n'avaient jamais levé la main sur personne avant le service militaire. « *La ligne rouge, au moment où elle se brise, elle ne se brise pas, elle vole en éclats. Dès ce moment, tout est permis* », témoigne un soldat.

Ces soldats croyaient que l'Intifada était une guerre et qu'il leur fallait être professionnels et préserver la pureté des armes, mais la réalité et les camaraderies entre combattants ont conduit quelques-uns d'entre eux à une situation où ils couvraient leurs copains même quand ceux-ci volaient dans des maisons où ils étaient entrés pour opérer une fouille, ou encore quand ils harcelaient sexuellement de jeunes Arabes ou les provoquaient. Chez la plupart des soldats interviewés, la première rencontre avec la brutalité est restée gravée dans la mémoire. Dans l'un des cas, qui s'est produit alors qu'ils en étaient encore à leur entraînement de base, les soldats accompagnaient un groupe de suspects. « *Ils ont pris les Arabes, les commandants, ils les ont fait monter dans l'autobus entre la porte arrière et la dernière banquette et les ont placés seulement entre les sièges. Sur les genoux. Ils disent : dans deux minutes – c'est de l'entraînement, finalement – dans deux minutes, tout le monde dans le bus. Aucun n'est passé en marchant sur les banquettes... et tout le monde a commencé à leur marcher dessus, à passer sur eux en courant... C'était un hiver rude, quoi. Moins quatre degrés, de la pluie, de la grêle... Chacun sortait au milieu de la nuit... On ne leur laissait pas le temps de s'habiller. Certains en pantoufles, avec une chemise courte... Tous ouvraient les fenêtres, intentionnellement. On versait sur eux les bidons d'eau pour qu'ils gèlent de froid. Et sans arrêt, on les assommait de coups, mais vraiment sans arrêt.* »

Dans un autre témoignage, un soldat décrit une de ses premières incursions dans une maison pour arrêter un Arabe « *vraiment très grand, la trentaine. Il se rebiffe. On lui crie 'couche-toi', on lui donne des coups mais il ne se couche pas, il veut fuir... Quatre types s'étaient mis à nous lancer des pierres de toutes parts. Nous lui donnons des coups. 'Couché ! couché ! couché ! Jusqu'à ce qu'enfin il soit couché... On arrive à la compagnie et on s'est rendu compte qu'il avait perdu connaissance... Et quelques jours plus tard, il est mort.* »

Il y avait des officiers subalternes qui encourageaient la brutalité et en donnaient même un « *exemple personnel* ». « *Après deux mois à Rafah, un commandant est arrivé... On part alors avec lui pour une première patrouille. Six heures du matin. Rafah est sous couvre-feu. Y a pas un chat dans les rues. Seulement un petit enfant de quatre ans qui joue dans le sable. Il bâtit une espèce de tour comme ça dans la cour de sa maison. Celui-là se met tout à coup à courir et tous, nous courons avec lui. Il était du génie. Nous courons tous avec lui. Il attrape le gosse. Noufar, je suis un fils de pute si je ne dis pas la vérité. Il lui a brisé le bras, ici, à l'articulation. Il lui a cassé le bras à hauteur du coude. Il lui a cassé la jambe ici. Et il a commencé à lui marcher sur le ventre, trois fois. Puis il est parti. Nous étions tous bouche bée, le regardant, choqués... Le lendemain, je repars en patrouille avec lui et déjà les soldats commençaient à faire comme lui.* »

Les trois qui osèrent s'opposer

Dans un cas qui a conduit à une crise, un commandant de brigade, du groupe des durs, avait maltraité trois adolescents menottés. Un soldat, guidé par sa conscience, avait alors alerté par radio un autre commandant de brigade, infirmier de métier. Dans son interview, il a raconté à Noufar Yishai-Karin qu'avant que les secours n'arrivent, les adolescents avaient déjà *« du sang sur tout le corps, leurs vêtements déjà imbibés de sang et ils tremblaient de peur. Ils étaient agenouillés, mains liées et avaient peur de bouger. »*

Le soldat et le commandant de brigade qui, fidèles à leur conscience, avaient réprimandé le commandant de brigade brutal, n'ont pas été soutenus par le commandant de section. *« Sachez que c'est très grave, ce que vous avez fait »,* leur a dit celui-ci. *« Vous l'avez fustigé comme ça ! Sachez que vous êtes passibles d'une sanction. »* Les deux soldats sévèrement critiqués en ont parlé à un autre soldat qui a décidé d'exposer l'affaire le lendemain, lors d'une réunion avec le commandant de division. Le commandant a écouté et a demandé à entendre les témoignages des deux autres soldats, et quand les trois ont achevé de parler, le commandant de division s'est tourné vers le commandant de section violent pour lui demander sa réaction. Mais celui-ci a refusé de répondre en présence des soldats. Le commandant de division avait alors décidé de l'éloigner du secteur et de transmettre le cas pour examen par la division d'investigation criminelle. Le commandant de brigade avait été jugé et avait passé trois mois en prison.

Noufar Yishai-Karin s'est souvenue, cette semaine, de cet incident qui avait brisé la conspiration du silence au sein de la compagnie. Tous les autres soldats ont soutenu le commandant de brigade, dit-elle, même ceux d'entre eux qui trouvaient qu'il avait effectivement exagéré et qu'il méritait une sanction. Mais face au sacro-saint principe de la fraternité entre combattants et de la loyauté envers la compagnie, les deux soldats qui avaient manifesté des scrupules furent tenus pour traîtres parce que *« nul soldat ne mérite de se retrouver en prison pour un quelconque Arabe »*.

– Comment expliquez-vous cela ?

« La compagnie Ashhar, appelée sous les drapeaux avant nous, était une compagnie dépravée et fanatique. Au niveau humain. Ce qui était frappant, là, c'était l'absence de surveillance par les supérieurs, et les actes qu'ils avaient commis avant que nous n'arrivions étaient extrêmes. L'histoire de l'enfant et du coup de pied entre les jambes, par exemple.

« Les soldats de la compagnie Ashbal était des recrues de meilleure qualité que dans la compagnie Ashhar. Il y en avait en tous genres qui avaient échoué aux cours de pilotage. Entre les deux compagnies est née une âpre lutte qui était en fait une lutte entre cultures et même une lutte socio-économique. Il y a un lien entre le milieu socioculturel d'un homme et la manière dont il se comporte. C'est un peu comme le film parodique "La colline Halfon ne répond pas" de Assi Dayan : le reflet de l'identité israélienne dans ses multiples nuances, y compris, par exemple, l'Irakien cultivé, raffiné, portant des lunettes, et qui ne comprend pas ce qu'il fait là et qui se prépare à devenir expert comptable.

« Les deux soldats scrupuleux venaient de familles investie dans leurs enfants. L'un était le fils d'une psychologue et d'un directeur d'entreprise, et l'autre le fils d'un lieutenant-colonel dans l'armée. Dans les deux cas, les mères s'impliquaient, ce qui se traduisait par de gros colis chaque semaine. Tous deux étaient d'excellents soldats. Ils avaient suivi au quart de tour l'entraînement de base et le reste, et ils avaient assez de temps pour considérer ce qui était juste et ce qui ne l'était pas dans les actions de la compagnie à Rafah. Les officiers qui les commandaient avaient un horizon beaucoup plus étroit et venaient d'un milieu différent, et là les cultures se sont heurtées. Pour le commandant de section qui est allé en prison, le choc de sa vie aura été que, de toutes les choses qu'il a faites, s'il s'est retrouvé en prison c'est pour avoir battu des adolescents menottés. Il vit aujourd'hui aux Etats-Unis. La plupart des soldats que j'ai interviewés ont quitté le pays, à l'exception de cinq ou six. »

– Comment avez-vous réussi à prévenir des représailles à l'encontre des « traîtres » dont vous avez parlé ?

« Ils sont venus me consulter, le soldat décrit comme infirmier et celui qui était allé parler au commandant de division. Ce dernier se trouvait dans une situation difficile et il avait peur, une peur terrible. Après le départ du commandant de division, je suis allée dans le quartier des sergents et j'ai rencontré le commandant de brigade violent que tous étaient occupés à reconforter. J'ai réfléchi un instant puis j'ai dit que si l'un d'entre eux osait faire quelque chose, je ne me tairais pas. Je n'avais besoin de rien demander : je savais qu'ils projetaient une vengeance. Je n'avais pas fini ma phrase qu'ils bondissaient tous, comment est-ce que j'osais ? C'était clair pour moi qu'il me fallait marquer ma ligne à moi. J'étais tellement bien vue d'eux qu'ils m'ont pardonnée. Tout de suite quelqu'un a déclaré : "Elle est la sous-off chargée des conditions de service de nous tous".

« Dans ma thèse, j'ai abordé toute cette affaire comme une famille dans laquelle il y aurait eu un viol, ou de l'inceste ou de la violence et où on garde le secret. C'était comme ça dans la compagnie. On ne donne pas quelqu'un de la famille. C'est un mécanisme élémentaire qui existe chez nous tous et ces soldats nous représentent tous. »

Des instincts de l'âge des cavernes

Les deux soldats qui ont suivi leur conscience, le témoin visuel des coups donnés aux adolescents menottés et son camarade infirmier, ont été retirés de la compagnie. Le premier a été envoyé suivre une formation de tireur d'élite et l'autre un complément de formation pour infirmiers, après quoi ils ont tous deux été envoyés pour un

curus d'officiers. Le soldat qui avait rapporté l'affaire au commandant de division fut l'objet d'un ostracisme. Tout le monde le boycottait et l'importunait. Il a finalement été retiré de la compagnie et intégré dans un poste à l'arrière.

Les deux premiers soldats sont retournés dans la compagnie comme officiers et ils ont entrepris un travail dont l'objectif était « *la transmission d'une culture professionnelle* ». Selon eux, la compagnie a subi une métamorphose et les soldats s'abstiennent en général de comportements brutaux. Dans son étude, Yishai-Karin a examiné comment les brutalités influent sur l'esprit des soldats et a trouvé que ces deux-là étaient « *les seuls interviewés de l'échantillon à avoir présenté un discours intégrant croissance personnelle, victoire morale et l'impression d'une signification attribuée au service militaire. Tous deux ressentaient que ce sentiment était lié au fait de se sentir en accord avec soi-même.* »

Yishai-Karin considère aujourd'hui encore les soldats qu'elle a interviewés comme de bonnes gens. « *Du point de vue de la structure militaire, nous étions dans une compagnie d'infanterie sans bataillon, reliée directement à un régiment de blindés se trouvant la plus grande partie du temps dans les hauteurs du Golan. Il n'y avait pas de commandant de régiment pour superviser et même le commandant de brigade était dans les blindés. Personne ne comprenait ce qui se passait dans la compagnie et il n'y avait personne pour l'examiner. Le commandant du commandement sud, Matan Vilnai, se rendait fréquemment dans la compagnie et avait des bouts de conversation avec de simples soldats, mais alors opéraient les mécanismes de déni et de dissimulation si bien que, malgré ses efforts, il n'a entendu parler de rien de ce qui se passait. Une des conclusions de l'étude est qu'il faut prendre en compte ces mécanismes de dissimulation, parce qu'ils sont naturels et qu'ils apparaîtront toujours. La guerre du Liban a montré à quel point un bon leadership et une bonne autorité protégeaient des atteintes psychologiques.* »

– Malgré les crimes de guerre qu'ils ont commis, vous les considérez comme des victimes avec des atteintes post-traumatiques ?

« Des types différents de recrues induisent des types différents d'unités d'infanterie blindée. Il y avait des différences importantes dans les normes de fonctionnement des différentes unités selon les recrues qui y avaient été intégrées. Ashbal, ma compagnie, fonctionnait d'une manière moins violente que les compagnies Ashhar et Ashouah. Dans le contexte de la présélection, par exemple, un des soldats qui a fait de la prison pour violence à l'encontre de Palestiniens avait été recruté dans une telle unité en dépit du fait qu'il avait déjà été condamné pour une agression dans le civil. On lui a dit que s'il faisait un bon soldat, on effacerait son dossier sur l'agression mais, au bout du compte, il s'est aussi retrouvé dans une prison militaire, et il a fait ainsi l'objet de deux condamnations. « Il est important de souligner que ce n'était pas une unité de volontaires comme Douvdevan ou Shimshon. Les soldats dans l'infanterie blindée ne voulaient pas se retrouver dans l'Intifada. C'était une manière terrible d'exploiter leur bonne volonté et leur engagement à l'égard de l'armée et de l'Etat. Pas assez nombreux sont ceux qui ont reconnu la contribution de celui qui s'est levé et a parlé. On ne l'a pas défendu du tout. On l'a abandonné. Il a quitté le pays, en état de choc post-traumatique. Il a fait quelque chose d'important pour nous tous et n'a pas été reconnu. »

– Les soldats disent que c'est du mouchardage et de la trahison.

« Ils disent ce que n'importe quel fantassin dirait. La loyauté est une valeur en soi et dans une compagnie d'infanterie, on apprend vraiment sa signification. Les autres voient cela au cinéma mais n'en font pas l'expérience comme eux le font. La loyauté est, elle aussi, une valeur importante. Leur embarras était de nature morale et ils ont fait un certain choix.

« L'armée n'a pas permis d'entraînements réguliers pour cette unité et elle ne l'a quasiment pas sortie de la routine. On ne leur a pas donné l'occasion de récupérer grâce à un peu de congé. Les entraînements bâtissent l'unité dans le sens d'une armée régulière plutôt qu'une milice, mais les entraînements de l'unité représentaient moins du tiers de ce qu'il était censé y avoir. L'argument des soldats était que plus l'unité se trouve longtemps sur le terrain, plus elle est violente et impose son ordre. Les soldats soutenaient que l'armée était consciente d'une usure portant à la violence et que, par le choix qu'elle faisait d'investir le minimum en ressources humaines, elle encourageait cette situation.

« Dans l'enseignement secondaire, je militais au sein d'un mouvement de jeunesse qui s'appelait 'La jeunesse chante une autre chanson', un mouvement arabo-juif. J'étais aussi dans le 'mouvement kibboutzique' du Mouvement Kibboutzique Unifié. C'était un mouvement très socialiste qui visait une vie au sein de communes, avec une coopération entre les gens.

« Il y a deux types de mesures que l'armée adopte pour donner à la violence qu'il y a dans la guerre une orientation adéquate : la tradition du combat et les entraînements. Ces mesures n'ont pas été prises lors de l'Intifada. Les deux officiers scrupuleux y avaient pensé d'eux-mêmes et avaient initié des 'entraînements Intifada' avant d'aller sur le terrain lui-même. Si un soldat s'entraîne, il sait ce qu'on attend de lui et son comportement se conforme alors aux normes de l'armée et non pas aux instincts de l'âge des cavernes.

« Pour ce qui est de la tradition du combat, j'ai été en contact avec cette tradition dès la maison. Mon père me parlait de la guerre du Liban. Il commandait un groupe de reconnaissance. Un jour, de nombreux Chiites en colère s'étaient rassemblés à l'entrée de la base, et les soldats étaient plutôt serrés. Mon père et quelques autres soldats sont entrés dans la foule, ils ont discuté avec les gens et les ont calmés. Mon père m'a dit alors que quelqu'un qui n'aurait pas connu les Arabes et qui se serait senti opprimé par toute la situation, aurait pu ouvrir le feu. C'est une histoire que j'ai entendue, enfant, en 83. Ensuite, pendant l'Intifada, je n'ai cessé de voir comment

la pression provoquait des réactions extrêmes et plus violentes. Il y avait un commandant de section qui était stressé et qui soulevait chaque fois beaucoup d'agitation. Il lui manquait la tradition du combat comme l'histoire de mon père où le courage se distingue par le fait qu'ils n'ont pas ouvert le feu. La tradition du combat est quelque chose de structuré que transmet le département enseignant de l'armée, et ça manque. »

– Pourriez-vous résumer le message de l'article, pour les lecteurs du journal ?

« Le message de l'étude est peut-être trop complexe pour un article de journal. Freud parle de pulsion agressive destructrice. Dans une lettre à Einstein datée de 1932, il écrivait : "En entendant parler des atrocités de l'Histoire, on a parfois l'impression que les mobiles idéologiques n'avaient que valeur de prétextes à d'intenses désirs de destruction". C'est présent chez tout le monde, dans toutes les langues, dans toutes les religions et tout au long des siècles et des millénaires de l'Histoire, et bien sûr avant elle encore. Il y a des cultures plus violentes, c'est vrai, mais la violence est apparue dans toute culture. Il y a des situations qui excitent et ramènent la violence à la surface.

« Il n'y a rien de surprenant dans la réaction des soldats envoyés là-bas. Dans une situation d'abandon, sans supervision de l'autorité supérieure, sans recherche psychologique substantielle, sans examen, ils ont agi ensuivant leurs instincts et leurs émotions. Mais, en dépit de tout ce qui s'est passé là-bas, un nombre appréciable de soldats ont tenu honorablement ; grâce à des valeurs, au soutien venu de la maison, au professionnalisme et à la capacité de retenue. Les opinions politiques n'ont en rien influencé le comportement ; les opinions politiques se sont modifiées en accord avec le comportement et non l'inverse ».

On nous a donné des matraques et nous, on frappait

Un soldat de la compagnie a accepté d'être interviewé sous son vrai nom, pour cet article. Ilan Vilenda, 38 ans, célibataire, vit aujourd'hui dans un moshav de la vallée d'Israël. Il est né dans le kibboutz Merhavia, de parents immigrés, d'une mère française et d'un père hollandais, qui se sont connus alors qu'ils étaient volontaires dans le kibboutz en 1967. Vilenda a été appelé sous les drapeaux en 1988 et a servi dans la brigade Givati. Pour transgressions à la discipline, il a été envoyé en prison à quatre reprises, transféré dans le commandement sud et intégré à la compagnie d'infanterie blindée Ashhar, peu après que ses soldats se soient mutinés et soient partis à Eilat. Il a été envoyé pour une formation de commandant de brigade puis il a été, à sa demande, transféré dans la compagnie Ashbal.

Quand il est arrivé à la base d'Ashbal, près de Rafah, Noufar Yishai-Karin y était déjà. Il était sergent d'opérations et est resté au même endroit jusqu'à la fin de la guerre du Golfe. « C'était comme dans le film "La colline Halfon ne répond pas". Des tentes dans le désert, un garde-frontière à la porte et des rouleaux de fil de fer barbelé et tu voyais la mer et Tel Sultan, le quartier nord de Rafah. On faisait un travail de police, on patrouillait et on essayait de faire régner l'ordre. S'ils lançaient des pierres, nous avions des recours comme du gaz lacrymogène, des balles en caoutchouc et en plastic ; on nous a donné des matraques en bois et on frappait. J'ai vu des choses pas faciles et il y en a d'autres dont j'ai entendu parler.

« Notre commandant était pour qu'on leur rentre dedans avec des coups. C'était une espèce de combat sans armes à feu. Ils montaient des embuscades et c'était comme jouer au chat et à la souris. Moi personnellement, je frappais un enfant ici, un enfant là, avec la main ou la matraque. Les vrais coups étaient pour les adultes. Il y en a un qui avait la télévision chez lui et la patrouille allait chez lui pour voir les matches du Mondial jusqu'à ce qu'il s'énerve et nous dise d'emporter le poste de télévision. Nous étions comme des policiers, mais sans loi. On n'était pas dans des histoires de corruption, mais on faisait ce qu'on voulait parce que la loi c'était nous et que nous contrôlions la rue. »

– Comment expliquez-vous cela ?

« Le travail dans les Territoires se créait de lui-même. Personne n'avait de doctrine de combat dans les Territoires. Nous voulions être des soldats combattants et nous nous battions comme nous avions compris qu'il fallait combattre. Par la suite, nous avons compris qu'il s'agissait d'exécuter un ordre d'arrestation et qu'on ne pouvait pas donner des coups, comme ça. C'était irréal. Je rentrais à la maison et dans l'autobus un Arabe est assis à côté de toi et un quart d'heure a passé et tu ne lui as pas demandé sa carte d'identité, ni fait une petite tape. Je vivais dans deux mondes séparés et le passage se faisait quand tu mettais ton uniforme de sortie et que tu retournais à la maison. Et alors tu te retrouvais dans un autre monde, dans lequel on ne veut pas te tuer et où tu n'as envie de frapper personne. Le dimanche, tu rentrais à la base et tout recommençait. Terriblement étrange, mais on ne s'occupait pas de sentiment et de choses de ce genre. On faisait le travail. »

– Cela n'influencé-il pas le comportement dans la vie civile ?

« C'est clair que mon comportement dans le kibboutz ce n'est pas mon comportement à Gaza. C'étaient deux mondes parallèles. C'est la même personnalité qui réagit différemment à deux cas extrêmes et tu es le même homme. On développait une autre personnalité parce qu'il nous fallait faire ce travail. Au début de mon service, je m'identifiais au Mapam et il n'y avait là pas de place pour que je me mette à frapper qui que ce soit, mais à Rafah, tu es atteint par une pierre, puis une autre et tu accumules énormément de colère qui finit par exploser sous forme de violence. C'était aussi censé être ça notre réaction. Nous étions là pour leur rendre la pareille. Ça m'a peut-être rendu rude, grossier. Mes opinions politiques ont changé à l'armée. J'ai viré à droite et je vote Mafdal [Parti National Religieux - NdT]. J'ai été démobilisé en 91. J'ai travaillé six mois environ dans le kibboutz puis je suis parti en Hollande où j'ai travaillé plusieurs années dans le tourisme, et j'ai fabriqué des fromages et des

sabots en bois. J'y ai aussi fumé des drogues en vente libre. En 95, je suis allé en Inde. »

Début 96, Vilenda a été arrêté à Goa, avec cinq autres Israéliens, en possession de hashish et de LSD. Après un an passé en prison, ils ont été jugés et condamnés à dix ans de prison. Ils ont fait appel du verdict et, après environ un an, avec l'aide du Ministère des Affaires étrangères et du Président Ezer Weizman, ils ont été libérés et il est rentré en Israël.

« Je n'ai pas encore trouvé ma place », dit-il, « mais j'étais déjà bizarre avant le service militaire. J'ai été un enfant hyperactif. Je voulais servir le pays et c'était ça le boulot. Toute l'armée, c'était un ordre parfaitement illégal. Non pas qu'à Rafah nous fussions quelque chose d'exceptionnel. A l'armée, jamais les missions n'ont insinué en moi le moindre doute. Tu te convaincs toi-même que c'est là ce que tu dois faire et tu es plein d'adrénaline et il y a intérêt. Bien des fois, j'ai pensé, waouh, ce que je fais n'est pas bien, mais un soldat qui tue au front un autre soldat, c'est pire. »

– Etes-vous déçu ?

« Nous avons fait trois ans dans l'armée. Nous n'avons pas obtenu un travail par priorité ni des conditions pour étudier à l'université ; nous n'avons pas attendu de miracle ici dans le pays, et beaucoup parmi la compagnie ont quitté le pays. Je suis agriculteur et quand je suis revenu d'Inde, c'était plein de Thaïlandais ici. Le monde n'attendait pas précisément que nous revenions au kibboutz. Je ne sens pas qu'on nous ait utilisés ; j'espère que c'est ce qu'ils ont fait. Je suis allé volontairement à l'armée et je n'aurais servi aucune autre armée au monde. »
Sa mère a dit, cette semaine : *« Il a mûri et il a changé à l'armée. J'ai envoyé un kibboutznik sympa et j'ai eu en retour un gars qui hait les Arabes. »*

Dalia Karpel

21 septembre 2007

Haaretz

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

4-2 Mayan Al-Helou : Un Palestinien privé de carte d'identité a tenté de s'immoler par le feu au cours d'une manifestation.

Des centaines de Palestiniens privés de carte d'identité ont manifesté dans la ville de Gaza. L'un d'entre eux, un jeune homme de vingt ans, s'est répandu de l'essence sur le corps et a raconté n'avoir pas vu sa famille depuis dix ans. Les manifestants l'ont empêché de s'immoler. Les manifestants : nous continuerons le combat.

Des centaines de Palestiniens privés de carte d'identité ont manifesté au début de la semaine [dimanche 14 octobre 07] face aux bureaux du Conseil législatif, dans la ville de Gaza, pour protester contre le fait qu'ils n'ont pas été repris sur les listes d'unification familiale annoncées récemment par l'Autorité palestinienne. Un des manifestants, Mohamed Junaid, 20 ans, s'est versé de l'essence sur le corps et a tenté de s'immoler par le feu mais la foule des manifestants l'en a empêché. Mohamed Junaid a expliqué n'avoir pas vu les membres de sa famille depuis dix ans.

Le secrétaire du Comité national pour la défense des droits du citoyen, Raja Abou Daka, a appelé le Président de l'Autorité Palestinienne, Mahmoud Abbas, à inscrire les personnes privées de carte d'identité sur les listes d'unification familiale et à leur octroyer des cartes d'identités et des passeports afin qu'elles puissent rendre visite à leurs proches vivant hors de la patrie. « Des dizaines de milliers de Palestiniens sont privés de leur droit élémentaire à la citoyenneté », a dit Abou Daka dans une conversation avec un journaliste de « Mahsom ». « Je demande à toutes les personnes en charge de cette question d'y consacrer toute leur attention. Israël punit ces gens-là alors que ce sont les premiers à avoir cru dans la paix après les accords d'Oslo et à avoir laissé derrière eux des maisons où ils avaient vécu de longues années – pour la paix et pour encourager le processus diplomatique. Au lieu de nous récompenser, Israël nous punit. Nous ne sommes pas des criminels et nous n'avons rien fait qui porte atteinte à aucun des côtés. Nous sommes arrivés dans la patrie pour aider à la construire. L'Autorité Palestinienne, elle aussi, nous abandonne et ne prend pas notre problème en considération. C'est pourquoi nous avons pris nos responsabilités et nous continuerons à manifester et à protester chaque dimanche jusqu'à ce que nous atteignons notre objectif et recevions une carte d'identité et un passeport comme nos autres compatriotes. »

Abou Daka a indiqué que, dans les Territoires occupés, vivent des centaines de femmes ayant épousé un Palestinien, qui ont quitté leur patrie et sont venues dans les Territoires avec leur mari et leurs enfants. « Ces femmes n'ont rien à voir avec le conflit. Israël doit prendre cela en compte et leur accorder un traitement humain. Israël traite humainement les prisonniers et leur permet même parfois d'avoir des visites familiales. Pourquoi ne pas nous définir comme prisonniers, nous et nos épouses, et autoriser celles-ci à rendre visite à leur famille qu'elles n'ont pas vue depuis des années ? Il y a quelques jours, l'information a été diffusée qu'Israël approuverait environ 5.000 unifications familiales. Nous nous félicitons de cette démarche mais elle nous a déçus aussi. A ce rythme-là, il faudra 25 ans pour résoudre notre problème, si pas davantage. »

Khalil Abou Shmala, qui dirige l'organisation Al-Damir pour les droits de l'homme, et qui a participé à la manifestation, en a appelé à Mahmoud Abbas en disant : « Il y a quelques jours, vous avez, Monsieur le Président, annoncé que les passages étaient ouverts et je vous dis que ce n'est pas vrai. Tous les passages sont

fermés et plus de 600 étudiants ont raté l'occasion d'aller étudier à l'étranger. Des milliers d'autres ont perdu leur emploi dans les pays du Golfe et ailleurs. Vous devriez, Monsieur le Président, réexaminer la question et tenir vos promesses. » Abou Shmala a vivement critiqué les factions palestiniennes. « Le rôle des factions est de servir la population et pas de se montrer arrogantes à son égard. Cette illusion qu'on appelle Autorité Palestinienne occupe encore les esprits des politiciens palestiniens. Alors que même un Ministre palestinien ne peut se déplacer sans l'accord d'Israël ». A la fin de son discours, Abou Shmala a déclaré « le citoyen qui a tenté, aujourd'hui, de s'immoler par le feu, s'était adressé dans un message au Président Abbas et aux responsables pour les presser d'œuvrer sur cette question. Le peuple palestinien a atteint une situation de désespoir et nous en sommes tous responsables ».

Parmi les manifestants se trouvait Ibrahim Abou Matar, qui avait été arrêté par Israël en 1969 et condamné à la détention à perpétuité, mais qui a été libéré après 16 ans. En 1985, Abou Matar est parti en Jordanie, comme de nombreux Palestiniens, et il s'y est marié. « Je me suis abstenu d'entrer à Gaza parce que j'avais payé le prix de mon combat », dit-il. « J'ai été arrêté alors que j'avais vingt ans. J'avais 36 ans quand je suis arrivé en Jordanie. Les Jordaniens m'ont procuré un document inutilisable, sans mention nationale ni de patrie. C'est comme ça que nous avons été opprimés en Jordanie aussi. Je me trouve à Gaza depuis 2005. J'ai sauté par-dessus le mur séparant Gaza de l'Egypte. Je suis arrivé à Gaza avec mon fils aîné, de vingt ans. Je suis actuellement emprisonné dans la grande prison de Gaza, et ma famille est dispersée dans les pays arabes. Ma mère et mon frère sont morts. J'ai un frère en Libye et une sœur en Grande-Bretagne qui, elle non plus, ne peut pas venir à Gaza, pour la même raison. »

La question des personnes déracinées, privées de documents d'identité est récemment devenue une question humanitaire de premier degré. Beaucoup parmi ces personnes déplacées sont malades et nécessitent des soins médicaux à l'étranger mais se voient empêcher de quitter Gaza en raison de cette absence de documents.

Ashraf Al-Shenati est ingénieur. Les membres de sa famille n'ont pas de cartes d'identité. Deux de mes fils souffrent d'une maladie grave et il n'y a pas à Gaza de possibilité de les soigner », dit-il. Leur traitement nécessiterait un séjour en Allemagne. J'ai fait tous les efforts possibles pour les faire sortir de Gaza mais en vain. Finalement, on a été d'accord de les faire entrer à l'intérieur de la Ligne Verte, mais du côté israélien, on fait traîner la coordination de la sécurité et l'affaire s'éternise. La situation de mes fils se détériore. »

Le jeune Sami Hadjaoui est arrivé à Gaza il y a 11 ans. Il lui est interdit d'achever ses études et aussi de voir ses parents qui vivent en Egypte, mais jamais il n'a reçu la citoyenneté dans sa patrie. « Quand je suis arrivé au pays, j'ai compris que ma patrie ne m'acceptait pas puisque je n'ai pas de carte d'identité. Je vis actuellement seul à Gaza et ma famille est en Egypte. Nous sommes coupés les uns des autres. »

Une autre manifestante, Saida D, une citoyenne marocaine mariée à un Palestinien : « Visiter mon pays et ma famille au Maroc est devenu un rêve inaccessible. Mon père est décédé avant que j'aie pu le voir, parce que je n'ai pas de citoyenneté et que les responsables lancent des promesses qu'ils ne tiennent pas. J'ai très peur que si je pars, je ne puisse pas revenir auprès de mon mari et de mes enfants. »

Un enquêteur du Centre palestinien pour les droits de l'homme, Khalil Shahin, insiste sur le fait que la question des personnes déplacées et sans carte d'identité dépend, en fait, des forces d'occupations israéliennes qui ont arrêté de s'occuper de l'unification des familles ou même de leur fournir un numéro provisoire, depuis 1994. En attendant, le nombre de personnes déplacées ne cesse de croître. « Notre Centre suit la question aux côtés d'autres organismes », dit Shahin. « Tous les Centres pour les droits de l'homme établissent fiévreusement des contacts avec Ramallah, mais la question est entre les mains des Israéliens. La solution de ce problème ne sera obtenue que par une pression internationale accompagnée d'une pression de l'Autorité Palestinienne lors des rencontres qui ont lieu avec les Israéliens. »

Mahsom,

17 octobre 2007

www.mahsom.com/article.php?id=6209

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

4-3 Jamal Zahalka : "Déclaration d'indépendance" de l'Etat d'Israël : "Ne signez pas !"

Quand l'Etat d'Israël veut obliger tous les enfants du pays à signer sa "déclaration d'indépendance" et demande « d'aider la jeunesse juive, musulmane, druze et autre, à formuler une vision commune pour l'Etat d'Israël comme Etat juif démocratique » (sic !)

"Ne signez pas !"

Selon ce qu'ont rapporté les médias, le Ministère israélien de l'Education aurait l'intention de faire signer par les élèves des écoles la « Déclaration d'Indépendance d'Israël ». Le projet inclut toutes les écoles arabes, depuis la

1ère année jusqu'à la 12e. Dans chaque école sera installé un stand spécial auquel on conduira les élèves afin qu'ils signent la Déclaration d'Indépendance.

Tenter de forcer les élèves à signer un document comme celui-là n'est pas innocent et revient à profiter de l'innocence des élèves. Il s'agit d'une nouvelle tentative visant à humilier la victime et à la mépriser. Il s'agit d'une atteinte grave à la dignité humaine, à l'identité, à l'appartenance nationale et à la mémoire historique. Ce programme prend place dans un projet dangereux, dont l'objectif est d'altérer notre identité nationale et de forger une loyauté à l'égard de l'Etat créé sur les ruines de notre peuple, après qu'il ait été chassé de sa patrie.

En 48, a eu lieu la Naqba palestinienne. Parler de l' « indépendance » d'Israël, c'est essayer de fausser la notion d'indépendance et sa signification. Cette notion est l'expression de la libération des peuples du joug du colonialisme et de la victoire sur celui-ci. La création de l'Etat juif était une victoire d'un projet colonial qui comportait l'expulsion des habitants d'origine, par des massacres et autres crimes. Dans cette situation, il est de l'obligation de tout individu ayant une conscience et de tous ceux qui croient aux valeurs universelles de liberté et de véritable indépendance, sans distinction de nation, de s'opposer à la substitution de la notion d'indépendance à celle de Naqba. Il n'est pas permis de tenter de justifier ou même de tirer fierté d'une signature sur ce qui est appelé la « Déclaration d'Indépendance » à la manière dont le parti communiste considère la signature du dirigeant historique, Meir Vilner, sur la Déclaration.

L'annonce par le Ministère de l'Education, sur son intention d'obliger nos élèves à signer cette déclaration, est inacceptable dans son contenu et par son contexte, et constitue un coup violent porté à la victime palestinienne et à sa dignité nationale et humaine. Nous nous adressons à nos élèves, à chaque élève, fille et garçon, et leur disons : ne signez pas ! Nous nous adressons à chaque père, à chaque mère, à chaque grand-père et grand-mère, aux comités de parents et à toutes les écoles, et leur disons : ne laissez pas nos filles et nos fils signer cette Déclaration, quelles que puissent être les séductions et les menaces.

La collecte des signatures sur la « Déclaration d'Indépendance » se fait dans le cadre d'un programme d'ensemble du Ministère israélien de l'Education en l'honneur des soixante ans de ce qu'on appelle l' « Indépendance d'Israël ». Dans le cadre de ce programme, les élèves arabes se voient tenus de « développer des sentiments d'appartenance, de la fierté et de la sympathie pour cet Etat âgé de soixante ans » et de célébrer son soixantième anniversaire de l'indépendance. Le programme demande en outre « d'aider la jeunesse juive, musulmane, druze et autre, à formuler une vision commune pour l'Etat d'Israël comme Etat juif démocratique ». Le Ministère de l'Education a même dressé une liste publicitaire pour vendre ce qui est appelé les « réalisations de l'Etat » en faveur des minorités. Cette liste comprend, par exemple, la « fusion de Daliyat al-Karmel avec Ousfiya et la création de la première ville druze ». Tout le monde sait que les habitants des deux localités s'opposent à cette fusion et y voient un désastre qui leur est tombé dessus. Une autre réalisation dont s'enorgueillit le Ministère de l'Education est « la victoire de l'équipe des Bnei-Sakhnin en coupe nationale de football » – victoire obtenue grâce au staff de l'équipe et à ses joueurs en dépit de la discrimination raciste dont l'équipe fait l'objet. Le Ministère de l'Education ne se contente donc pas d'humilier les élèves arabes mais demande à leurs enseignants de mentir à d'autres et à eux-mêmes.

Face à ce programme, fondé sur une éducation au mensonge, à la tromperie, à l'égarement, à l'humiliation et à la falsification, le parti Balad [Alliance Nationale démocratique] projette de mener une campagne oeuvrant pour le boycott de toutes les cérémonies officielles et les festivités des soixante ans. Balad appelle toutes les forces nationales et à tous les membres de notre peuple d'agir en commun contre ce projet du Ministère de l'Education dont le but est de fausser la conscience et l'identité de nos filles et nos fils. Il nous faut immédiatement commencer à préparer les commémorations le soixantième anniversaire de la Naqba palestinienne, à nourrir et faire avancer notre identité nationale et à déclarer notre loyauté à l'égard des victimes et à l'égard de la question nationale palestinienne.

Jamal Zahalka

Mahsom, 5 octobre 2007

www.mahsom.com/article.php?id=6173

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

Sources : [CAPJPO-EuroPalestine](#)

Posté par Adriana Evangelizt

Dimanche 21 Octobre 2007

5 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Un système antimissile israélo-américain envisagé à Washington.

Si Barak est à Washington et qu'il rencontre Cheney, on peut être sûr qu'ils vont encore mettre au point une future guerre. D'autant qu'il y est question d'un système anti-missile pour se protéger d'une "éventuelle" attaque iranienne. Or, comme il est clair que ce n'est pas l'Iran qui va attaquer d'abord c'est que tous ces assassins ont

l'intention de le faire et le système anti-missiles serait pour essayer d'intercepter les retombées. Et il pourrait y en avoir de fortes si Poutine s'en mêle, ce qui est à souhaiter. Voir l'article [ICI](#) sur son voyage en Iran.

Un système antimissile israélo-américain envisagé à Washington

Le ministre israélien de la Défense Ehud Barak a discuté mardi à Washington avec son homologue américain Robert Gates de la mise au point conjointe d'un système d'interception de missiles destiné à protéger Israël d'une éventuelle attaque iranienne, a annoncé mercredi le cabinet du ministre israélien.

M. Barak a débattu avec le secrétaire à la Défense de questions régionales, dont le programme nucléaire controversé de l'Iran, qui selon les deux pays, vise à doter Téhéran de l'arme atomique. L'Iran dément ces accusations. Les deux ministres ont également discuté de la mise au point d'un "système d'interception de missiles à plusieurs niveaux" susceptible de protéger l'Etat hébreu d'une éventuelle attaque iranienne. Israël a déjà testé avec succès et déployé son système antimissile Arrow, également mis au point avec les Etats-Unis, dont il affirme qu'il est capable de le protéger de la plupart des attaques au missile. Au cours de sa visite de six jours, l'ancien chef d'état-major israélien, qui a quitté Israël dimanche, doit également **rencontrer le vice-président Dick Cheney**, le conseiller à la sécurité nationale **Stephen Hadley** et le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon.

Israël, réputé être **la seule puissance nucléaire régionale - bien que non déclarée** - considère l'Iran comme son ennemi principal.

Le ministre israélien doit aussi discuter au cours de sa visite de la mise au point d'un système de défense anti-roquettes destiné à faire face aux engins tirés contre Israël par des combattants palestiniens à partir de la bande de Gaza.

[Sources 7 sur 7](#)

Jeudi 18 Octobre 2007